



RÉUNION DU CONSEIL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP)

Le 26 septembre 2019

Winnipeg (Manitoba)

COMPTE RENDU DES DÉCISIONS v.2

Présences

COPRÉSIDENTS DU CDPISP

Olivia Neal
 Tracy Wood

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
 Île-du-Prince-Édouard

MEMBRES DU CDPISP

Peter Watkins
 Munna Zaman
 Gerry Fairweather
 Dave Heffernan
 Rick Wind
 Arlene Williams
 Dafna Carr
 Benoît Boivin
 Sean McLeish
 Kathryn Bulko
 Rob Entwistle

Colombie-Britannique (pour CJ Ri
 Manitoba
 Nouveau-Brunswick
 Terre-Neuve-et-Labrador
 Territoires du Nord-Ouest
 Nouvelle-Écosse
 Ontario
 Québec
 Yukon
 ASIM Canada (Ville de Toronto)
 ASIM Ouest (Ville de Kelowna)

OBSERVATEURS et COPRÉSIDENTS DES SOUS-COMITÉS

Hayden Lansdell
 Dan Kerr
 Kathy Kupfer
 David Valentine
 Mark Levene
 Alexandre Bourque

Colombie-Britannique
 Manitoba
 Manitoba
 Manitoba
 Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
 Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

INSTITUT DES SERVICES AXÉS SUR LES CITOYENS

Dan Batista
Maria Luisa Willan
Linda Robins

Poin t	Sujet ou discussion	Décision/suivi
1.	<p>Affaires administratives</p> <p>A) Approbation du Compte rendu des décisions de la réunion en personne du 28 février 2019 à Ottawa.</p> <p>Compte rendu des décisions de la réunion du 28 février 2019 du CDPISP adopté sans modification.</p> <p>B) Approbation de l'ordre du jour de la réunion du 26 septembre 2019 du CDPISP.</p> <p>L'ordre du jour de la réunion du 26 septembre 2019 du CDPISP est approuvé.</p>	<p><u>Décision n° 1</u></p> <p>Le compte rendu des décisions de la réunion du 28 février 2019 du CDPISP à Ottawa est approuvé sans modification.</p> <p><u>Décision n° 2</u></p> <p>L'ordre du jour de la réunion du 26 septembre 2019 du CDPISP est approuvé.</p>
2.	<p>Amazon Web Services (AWS) (ONGLET 2)</p> <p>Discussion stratégique avec Amazon Web Services sur la valeur de l'investissement dans AWS et sur les capacités des produits offerts par AWS. Voici les représentants d'AWS : David Lurie, AWS, Développement des affaires, Rejean Bourgault, chef du secteur public, Canada, Nicole Foster, chef de la politique publique et Rob Samuel, Sécurité et conformité.</p> <p>David Lurie remercie les membres de l'occasion qui leur est donnée de parler des services d'AWS. Les membres reçoivent un tableau de bord et un classeur sur les services d'informatique en nuage d'AWS. David signale que les membres du CDPISP avaient fourni des questions précises à l'avance pour qu'on en discute à cette réunion. AWS a examiné les questions et a élaboré une présentation pour y répondre. La présentation a été distribuée aux membres avant la réunion. David Lurie conseille de diviser les 16 questions indiquées en trois catégories principales : 1) la valeur stratégique d'AWS; 2) l'évolution technique d'AWS du point de vue de l'innovation; et 3) comment établir une relation stratégique.</p> <p>David Lurie attire l'attention des membres sur la définition de l'informatique en nuage. Ils parlent de l'informatique en nuage comme d'une livraison en ligne sécurisée sur une base contractuelle, et c'est à la carte. Le tableau de bord illustre l'ampleur et la profondeur de la capacité, et les éléments de base que vous pourriez regrouper afin de résoudre les problèmes des citoyens. AWS réalise cela partout dans le monde, de l'infrastructure au logiciel en tant que service (SaaS), et a un marché de logiciels. Vous pouvez acheter les logiciels dont vous avez besoin à la carte.</p> <p><u>Questions/commentaires des membres</u></p>	<p><u>Suivi n° 1A</u></p> <p>Les membres demandent que le tableau de bord et le classeur d'AWS soient distribués au format électronique. AWS doit également partager le document sur la gestion des talents préparé par le Forum des politiques publiques et la Ryerson University.</p> <p><i>Remarque : L'ISAC a partagé la version électronique des documents avec les membres du CDPISP le 30 septembre.</i></p> <p><u>Suivi n° 1B</u></p> <p>L'ISAC inclura les sujets indiqués par les membres en vue d'une discussion future sur l'ordre du jour des prochaines réunions du CDPISP.</p>

- David Valentine pose une question au sujet des données au repos ou en transit résidant au Canada. Il demande si AWS a des administrateurs canadiens.

Rejean Bourgault indique qu’AWS a récemment reçu le Prix PBM du gouvernement fédéral. La majeure partie du travail avec le gouvernement fédéral est au niveau Protégé B. Le gouvernement du Canada et le Comité de la sécurité des communications électroniques (CSCE) ont établi un ensemble de contrôles qu’ils devaient respecter pour le niveau Protégé B. En août, ils ont obtenu le contrat, de sorte que tout organisme de la société d’État peut maintenant se procurer le nuage sur AWS au niveau protégé B. Rob Samuel signale qu’il était un ancien employé du gouvernement de la Nouvelle-Écosse et qu’il était président du Sous-comité national du dirigeant principal de l’information (SNDPI), et qu’il travaille pour AWS depuis sept mois. Il dirige l’assurance de la sécurité au Canada. La question courante est de savoir ce que vous faites pour vous assurer que les données sont en sécurité. Il y a deux éléments clés : l’un est de comprendre que AWS administre l’infrastructure sous-jacente. Ils sont passés par le processus du niveau Protégé B du gouvernement du Canada. Si vous avez un accès physique à l’infrastructure d’AWS, vous créez un nuage privé virtuel où vous contrôlez toutes les identités et tous les accès, et les utilisateurs, entre autres. Ils offrent également divers services de chiffrement. David Lurie indique qu’ils font souvent venir leurs agents de sécurité pour travailler dans le cadre de leur processus, et que les 165 éléments de base vous permettent de vous identifier et de vous protéger.

- Dave Heffernan mentionne qu’il a un nouveau rôle à Terre-Neuve-et-Labrador, et qu’il s’agit là de la structure législative et des applications existantes, en particulier l’ordinateur central. Il souligne que AWS a un environnement émulé pour l’ordinateur central et qu’il y a des fournisseurs avec qui AWS travaillait pour convertir cela.

Rejean Bourgault explique qu’ils ont une équipe consacrée uniquement à l’ordinateur central. Ils peuvent fournir une évaluation et déterminer la meilleure voie. Sur une technologie ancienne, certains clients ont une capacité à leur centre de données, et ils consultent AWS (Hydro Québec) et utilisent VMOR. Sur l’ordinateur central, ils travaillent avec de grands partenaires qui peuvent aider. Rob Samuel donne l’exemple de l’Immigration en Nouvelle-Écosse, où il y avait une ancienne application qui n’était pas facile d’adapter à d’autres domaines où la capacité augmentait. Leurs équipes ont de l’expérience dans l’établissement d’une culture de l’innovation, et de la conception axée sur les citoyens. Rejean Bourgault explique que le parcours vers le nuage est différent pour tout le monde. Ils ont un groupe de personnes qui travaillent à la sécurité et peuvent passer du temps à aider, à auditer, et à examiner les pratiques exemplaires afin que tout le monde se sente à l’aise pour migrer la charge de travail. L’Ontario est un client, et le site Ontario.ca fonctionne sur AWS. Certaines personnes sont très indépendantes, et d’autres peuvent vouloir une équipe de soutien. Ils apportent les bonnes ressources et fournissent beaucoup de soutien.

Rejean Bourgault souligne que AWS effectue un parcours de simulation du nuage avec tout le monde autour de la table. Ils font plusieurs choses avec le gouvernement de façon proactive. À la suite du leadership d’une Politique du nuage d’abord, ils ont lancé un projet pilote DigiGov, une séance de formation de deux jours pour la gestion avec l’Université d’Ottawa. Ils ont lancé DigiGov avec l’École de la fonction publique du Canada et l’Université Laval. Ils amènent leurs instructeurs et forment ceux à l’université et une fois que l’École est en mesure d’offrir la formation, AWS quittera. Ils ont lancé les premiers programmes de formation des cadres au Canada, hors du gouvernement du Royaume-Uni. Ils ont eu des discussions avec le Manitoba pour amener leurs experts à ce qu’ils appellent des journées d’immersion. Il s’agit d’un service gratuit et ils formeront autant

de personnes que possible dans la salle. À l'UBC, ils ont créé un Centre d'innovation du nuage. En août 2018, ils ont lancé AWS pour le gouvernement fédéral et ont organisé un Sommet d'Ottawa auquel 750 personnes ont participé. Un autre sommet s'est tenu en mai 2019, et la participation a augmenté de 96 % au Sommet d'Ottawa. Ils organiseront une autre séance à Québec le 8 octobre et à Victoria le 5 novembre.

- Tracy Wood souligne que l'Île-du-Prince-Édouard est une petite administration et demande comment AWS pourrait aider les petits clients.

David Lurie indique qu'AWS serait heureux de venir à l'Île-du-Prince-Édouard avec les bonnes ressources pour répondre aux questions précises. Rob Samuel affirme qu'en Nouvelle-Écosse, ils savaient que le budget est toujours en baisse, mais que les demandes des citoyens sont toujours en hausse, et qu'ils doivent continuer de satisfaire les besoins et de former le personnel, et qu'une grande partie du personnel s'inquiète du nuage. Puisque AWS construit ses services de la même façon partout dans le monde avec des exigences strictes pour les clients, ils le font à un niveau de sécurité élevée, quelle que soit la taille de l'organisation. Vous héritez de l'expertise et de la sécurité. Le nuage vous permet d'évoluer pour tirer parti de l'expertise; vous pouvez exploiter l'apprentissage automatique. Vous pouvez automatiser un certain nombre de tâches courantes. Ils ont une couverture de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, au Centre des opérations de sécurité (COS) et d'une disponibilité de 24 heures sur 24, mais il y a une importante automatisation en place pour régler la situation rapidement. Ce sont là quelques-uns des avantages, en particulier pour les petites organisations, pour migrer vers le nuage. Nicole Foster affirme que les outils et l'infrastructure sont fournis à faible coût avec des avantages considérables. Rejean Bourgault explique qu'ils ont 14 types de bases de données. L'un de leurs services à la croissance la plus rapide est Amazon Aura. Ils ont immigré 160 000 bases de données dans le monde entier. Ils ont aussi créé Amazon SageMaker qui met l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle dans les mains du développeur de logiciels plutôt que des scientifiques de données.

- Rob Samuel donne un exemple de la Nouvelle-Écosse qui a utilisé un modèle de services partagés. Le Régie de la santé de la Nouvelle-Écosse s'est adressé à eux en raison des contraintes budgétaires. Ils voulaient des statistiques sur le nombre de calculs et le volume de stockage qu'ils utilisaient, car ils voulaient seulement payer ce qu'ils utilisaient. Une valeur ajoutée clé dans un modèle de services partagés est le modèle à la carte dans le nuage, en établissant la facturation pour chaque compte afin que chaque entité sache ce qu'elle utilise. Vous payez seulement ce que vous utilisez et vous désactivez le service lorsque vous n'en avez pas besoin, et vous faites preuve de transparence auprès des clients.
- Benoît Boivin leur demande de commenter leur problème d'acquisition au Québec. Il explique qu'il a présenté l'approche SaaS. Ils ont 200 000 boîtes aux lettres dans le nuage. Il pose des questions à AWS sur OPEX par rapport à CAPX.

Rejean Bourgault explique qu'au Québec, ils ont établi un fournisseur attiré avec des contrats à zéro dollar. Ils achèteraient à partir du catalogue de services. Rejean explique qu'AWS travaille sur la question CAPX par rapport à OPEX. Ayant compris que vous n'achèterez plus un grand nombre d'articles dans le cadre du CAPX, vous achetez de petites quantités au moyen d'OPEX. Il s'agit d'un défi, surtout pour les universités où elles ne reçoivent que des fonds du gouvernement dans le cadre de CAPX. Il s'agit d'un parcours dont nous avons besoin pour rester au sommet. Le CAPX est restrictif et ne vous permet pas d'accéder à la recherche. Nicole Foster indique qu'il s'agit d'un obstacle à long terme et qu'il ne faut pas s'inquiéter aujourd'hui. Cela

peut toutefois poser problème dans quelques années et vous devrez examiner la façon dont vous restructurez votre budget informatique. AWS est en train d'élaborer des livres blancs sur cette question. David Lurie indique que, du point de vue opérationnel, les organisations consacrent moins de temps à l'élaboration de services et plus de temps à l'éducation sur les coûts, ce qui ne devrait pas vous empêcher d'expérimenter.

- Rick Wind demande à Olivia Neal s'il y a un défi gouvernemental lié à CAPX par rapport à OPEX, et s'il y a un forum du contrôleur général semblable à ce qui se passe dans le secteur de la technologie.

Olivia Neal explique qu'il est encore tôt. Dan Cooper qui est le responsable du nuage du SCT est au téléphone, et il peut en parler. Des conversations ont commencé dans la collectivité des dirigeants principaux des finances. Pour le gouvernement du Canada, il s'agit d'une discussion ardue en raison de nos services partagés qui utilisent la technologie et, à mesure que l'adoption du nuage s'étend à l'ensemble des ministères, les rôles et les responsabilités sont dispersés dans les ministères. Cela nous amène à nous demander comment nous pouvons passer d'un CAPX par rapport à OPEX, mais aussi quels organismes ont le contrôle des budgets et comment partager ces budgets. Il s'agit d'un parcours pluriannuel. Le SCT examine les répercussions sur les centres de coûts en se fondant sur les projets exploratoires et les modèles qu'ils élaborent, et cela permettra de déterminer le niveau, mais il est encore tôt.

David Lurie souligne que les projets exploratoires sont importants et explique qu'un facteur clé de réussite est d'affecter des personnes, de leur donner des responsabilités et un petit budget, et de leur permettre d'apprendre. Pour réussir à long terme, nous voulons que les fonctionnaires aient les compétences et les capacités nécessaires.

- Dan Kerr signale que le défi du Manitoba n'était pas seulement le coût, mais il demande si AWS a un modèle d'intégration qui franchit l'obstacle, un modèle d'engagement pour y participer.

David Lurie affirme qu'il n'existe pas de modèle d'engagement unique. Tous les membres de l'équipe d'AWS ont une responsabilité en matière de relations, y compris un gestionnaire de comptes et un gestionnaire de solutions pour examiner les problèmes avec les administrations. Rob Samuel indique que puisqu'ils ont tellement de clients, ils recueillent les pratiques exemplaires. Deux facteurs clés permettent de répondre à cette question : 1) le cadre d'adoption du nuage que AWS a élaboré avec des pratiques exemplaires et 2) le cadre bien conçu qui examine l'optique des affaires et de la technologie. Ils ont aussi une simulation exécutive et une simulation de sécurité. Rejean Bourgault explique leur modèle d'étape d'adoption (SOA). En fonction des pratiques exemplaires, ils ont élaboré une propriété intellectuelle appelée Évaluation de l'état de préparation à la migration (EPPM) et un Plan de gestion de l'état de préparation (PGEP). Certaines organisations pensent qu'elles sont prêtes. AWS amène des experts sur place pour évaluer l'organisation. AWS revient avec un document vert, jaune ou rouge, suivi de l'élaboration d'un PGEP. David Lurie souligne que les éléments de base peuvent vous faciliter le parcours.

- Dafna Carr indique que l'Ontario travaille avec AWS. Elle demande à AWS ce qu'ils pensent de l'attraction ou de la conversion des talents afin de comprendre les méthodes modernes de développement d'infrastructures et d'élaboration de solutions.

Nicole Foster affirme qu'il s'agit là d'une des questions sur lesquelles AWS travaille. Ils ont travaillé à la rédaction d'un livre blanc avec le Forum des politiques publiques et la Ryerson University sur la réduction de

l'écart dans l'effectif du secteur public. Elle serait heureuse de partager le document qui décrit les stratégies précises en matière de gestion des talents. Ils ont aussi présenté un point de vue lié au sexe et à la diversité dans ce document. AWS investit également dans divers mécanismes de formation de l'effectif. Ils ont beaucoup d'outils en ligne et plus de 70 universités sont inscrites au programme de formation d'AWS. Ils travaillent avec des universités précises sur des programmes de compétences axés sur le nuage. Comme nous l'avons mentionné plus haut, ils ont lancé DigiGov, un programme de deux jours pour les niveaux de gestion au Canada, et ont un programme de quatre jours avec Exeter University au Royaume-Uni. Il s'agit d'un énorme impératif opérationnel pour AWS, et nous y travaillons. Rejean Bourgault explique aussi qu'ils ont 150 programmes de formation vidéo numérique, gratuits en ligne. Ils ont créé des programmes intéressants pour les développeurs de logiciels. Ils ont créé DeepRacer qu'ils ont lancé au Royaume-Uni en mai. DeepRacer d'AWS est une voiture de **course** à l'échelle 1/18e qui offre une façon intéressante et amusante de commencer avec l'apprentissage par renforcement (AR). L'AR est une technique avancée d'apprentissage automatique qui adopte une approche très différente des autres méthodes d'apprentissage automatique. La voiture coûte 315 dollars sur Amazon. David Lurie souligne que le nuage n'est pas compliqué, mais qu'il s'agit d'une nouvelle technologie à apprendre. Ils voient les étudiants universitaires utiliser le nuage et s'ils examinent là où je travaillerai dans le futur, s'ils ne peuvent pas utiliser les mêmes outils qu'ils connaissent, ce serait dissuasif de se joindre à une organisation.

- Rob Entwistle parle des obstacles auxquels se heurtent les municipalités, en particulier les licences de volume et les licences organisationnelles. Il demande à AWS de commenter les licences de volume et organisationnelles.

David Lurie explique que leurs prix sont publics et transparents, et qu'ils essaient de les maintenir aussi bas que possible. AWS offre des modèles de prix et une échelle de prix selon les besoins. Ils offrent effectivement des rabais globaux. Rejean Bourgault parle d'AWS Trusted Advisor, un outil en ligne qui vous donne des conseils en temps réel pour vous aider à fournir vos ressources selon les pratiques exemplaires d'AWS. Du point de vue de l'organisation, nous signons des contrats organisationnels, mais il n'y a aucuns frais si vous vous retirez.

- Dave Heffernan se renseigne sur le modèle SaaS d'AWS.

David Lurie attire l'attention des membres sur le marché d'AWS (sur le tableau de bord). Ils comptent plus de 1 400 fournisseurs offrant des logiciels comme service. Rejean Bourgault indique que 57 % de tous les serveurs Microsoft dans le monde fonctionnent sur le nuage d'AWS. Rejean Bourgault explique qu'ils ont des séances d'AWS le 3 octobre à Toronto, le 8 octobre à Québec et le 5 novembre à Victoria; leur grande conférence mondiale se tient la première semaine de décembre à Las Vegas (il s'agit d'une conférence de formation). David Lurie a affirmé qu'il y a 50 cas d'utilisation dans le classeur et que les réponses aux questions s'y trouvent également.

Olivia Neal remercie les représentants d'AWS de leur participation à la réunion.

**

Après la séance d'AWS, Olivia Neal demande aux membres s'ils trouvent ce type de discussion avec les fournisseurs utile et s'ils souhaitent que l'on invite d'autres fournisseurs à la réunion.

	<p>Les membres du CDPISP conviennent que les présentations des autres fournisseurs seraient utiles. Olivia Neal propose, s'il y a d'autres sociétés dont les membres aimeraient entendre parler, de bien vouloir soumettre les noms des fournisseurs à l'Institut des services axés sur les citoyens (ISAC) pour les ordres du jour futurs.</p> <p><u>Sujets proposés pour les futurs ordres du jour du CDPISP :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Gartner ou Forrester parleront des tendances. ○ Discussions sur les charges de travail ponctuelles et l'analyse de rentabilisation autour de cela, certains des outils que vous pouvez utiliser, au besoin. ○ Avoir un fournisseur en partenariat avec l'un d'entre nous qui peut décrire le parcours réel et travailler avec le partenaire sur ce dont nous voulons parler. Cela nous ramènera à la partie pratique ou de mise en œuvre du parcours. ○ Mettre l'accent sur les leçons retenues de la mise en œuvre. ○ L'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, des questions auxquelles nous sommes tous confrontés sous divers angles. ○ Problèmes que les administrations rencontrent avec Esri du point de vue de l'octroi de licences et de l'approvisionnement. 	
3	<p>Groupe de travail sur l'informatique en nuage (ONGLET 4)</p> <p>Dan Cooper, coprésident du Groupe de travail fédéral sur l'informatique en nuage, fait le point sur les travaux du Groupe de travail, y compris sur les progrès réalisés dans l'exécution de son plan de travail. Dan indique que les membres ont eu de bonnes discussions sur la mise en œuvre du nuage. Au cours de l'été, le groupe a travaillé sur l'Enquête annuelle sur la réalisation des avantages. L'engagement au niveau du groupe de travail est bon et le groupe a dépassé son mandat initial. Les membres du groupe soulèvent des questions et traitent de tout sujet lié au nuage, comme la technologie, la gestion du changement, et les finances, entre autres. Dan Cooper demande aux membres du CDPISP d'envisager le rôle de coprésident P/T ou d'aider à nommer une personne de leur administration pour assumer ce rôle. Le rôle de coprésident P/T est vacant depuis quelques mois maintenant. Les coprésidents fédéral et provincial collaborent à la planification du plan de travail et de l'ordre du jour des réunions du groupe.</p> <p>Dan indique que les membres souhaitaient que la discussion porte sur les sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Possibilité de tirer parti des instruments d'approvisionnement de services et de solutions d'informatique en nuage du GC. ○ Gestion des données cryptographiques et secrètes dans le nuage. ○ Intégrations des logiciels comme services (SaaS) entre eux. ○ Fournisseurs et intégrations de services d'informatique en nuage multiples. <p>Dan fournit un aperçu des résultats de l'Enquête sur la réalisation des avantages liés au nuage.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Dans l'ensemble, la participation à l'enquête a été bonne, mais pas aussi élevée que prévu. ○ L'expérience globale en matière d'adoption du nuage est positive; dans les cas où celle-ci n'était pas positive, en voici les motifs : <ul style="list-style-type: none"> — le service n'était pas bien intégré à un autre service, et le service s'est brisé; 	<p><u>Suivi n° 2A :</u></p> <p>Dan Cooper, coprésident du Groupe de travail sur l'informatique en nuage, fournira un document sur le Centre canadien pour la cybersécurité.</p> <p><u>Suivi n° 2B :</u></p> <p>Le Groupe de travail sur l'informatique en nuage fournira la liste des membres au CDPISP par l'entremise du Secrétariat de l'ISAC. Les membres du CDPISP examineront la liste et détermineront la participation au groupe.</p> <p><u>Suivi n° 2C :</u></p> <p>Le Groupe de travail sur l'informatique en nuage lancera un appel au CDPISP à la recherche d'un coprésident P/T.</p>

- les fournisseurs de services d'informatique en nuage ne sont pas parfaits dans leurs lancements, mais ils le font beaucoup plus rapidement que nous;
- d'autres problèmes identifiés ont été créés par nos propres organisations;
- un système existant qui entrave l'adoption du nuage et le manque de coordination entre les gammes de services existants afin d'autoriser les services en temps opportun et de façon efficace, et les frais généraux des processus existants de gestion du changement qui les empêchent d'être aussi agiles qu'ils le souhaitent;
- la nécessité de faire ce que nous pouvons pour enlever les restrictions imposées à nos professionnels de l'informatique afin qu'ils puissent évoluer à grande échelle et suivre le rythme des services à leur portée et trouver des moyens de détruire les systèmes existants.

Dan mentionne que les projets prioritaires suivants sont entrepris par les administrations : Office 365, la planification des ressources de l'organisation, le système pour les demandes de remboursements pour médicaments, mise en œuvre de la G suite et plateforme numérique.

Commentaires :

- Dafna Carr souhaite en savoir davantage sur le mandat du Groupe de travail sur l'informatique en nuage et sur ses membres. Elle souhaite également savoir si le Conseil a le temps de discuter de la valeur du groupe.

Tracy Wood indique que le mandat du Groupe de travail sur l'informatique en nuage est de fournir un forum pour la tenue de discussions et l'échange de conseils entre les administrations canadiennes, portant sur les approches et les pratiques exemplaires qui permettront la mise en œuvre et l'utilisation réussies des services d'informatique en nuage et des avantages qui en découlent. Le groupe de travail examine les éléments des DP qui concernent les services d'informatique en nuage, élabore des artefacts et rend compte de ses activités à la table. Le groupe de travail relève du CDPISP, et c'est à nous de donner des directives sur ce que nous voulons qu'il fasse ensuite.

- Une question est posée quant à la disponibilité du français des logiciels en tant que service. On nous demande notre avis sur l'état du service en français et on souhaite savoir s'il y a des lacunes importantes, à savoir s'il existe des services que nous voulons offrir qui ne sont pas disponibles en français. En général, il est difficile de trouver des logiciels qui comportent les deux langues, ce qui nous cause effectivement des problèmes.
- Dafna Carr mentionne que, du point de vue de l'Ontario, on souhaite comprendre le parcours. En ce sens, on soutient la tenue d'un forum où les gens peuvent discuter des défis dans un environnement confidentiel. Il y a des apprentissages et des échanges qui nous profiteront à tous. Elle suggère que les cas d'utilisation seront utiles. Il serait utile de savoir qui fait quoi, de savoir comment décrire ce qui se passe et d'entendre ce qu'ont à dire ceux qui exécutent les travaux stratégiques et la mise en œuvre.
- Rick Wind convient de formaliser certaines études de cas en se fondant sur les leçons apprises et de s'assurer à ce que celles-ci soient publiées dans l'ensemble de la collectivité.

Tracy Wood mentionne que les artefacts créés par le Groupe de travail sur les technologies en nuage se trouvent sur le site des membres de l'ISAC.

	<ul style="list-style-type: none"> • Dan Cooper indique que l'Ontario a un membre très actif au sein du Groupe de travail sur les technologies en nuage. Le groupe de travail a commencé à créer des trousseaux d'accélération et des trousseaux de leçons apprises; il ressemble à une communauté de logiciel ouvert. À l'interne, au sein du gouvernement fédéral, les ministères contribuent à l'élaboration d'une base de code dont tout le monde pourra se servir. Nous distribuerons cette base de code aux membres afin de créer ensemble. • En Colombie-Britannique, on se concentre sur l'établissement d'une fondation native aux technologies en nuage et d'applications natives aux technologies en nuage. On cherche une façon d'exploiter n'importe quel nuage. Il est facile de se tomber dans les services exclusifs offerts par les différents fournisseurs. Il s'agit d'un contre-mouvement visant à mettre en commun tous ces services afin que vous puissiez passer d'une plateforme à une autre. • Peter Watkins rappelle aux membres qu'ils ont accès au compte de la C.-B. sur GitHub, où se trouvent 556 référentiels de code source ouverts. Nombreux de ces référentiels sont des systèmes complets et exhaustifs qui comprennent des modèles de déploiement. On cherche à publier des solutions qui permettront aux autres utilisateurs de l'écosystème de cloner le code. Nous pensons qu'il s'agit là d'une mesure importante en vue de générer des microservices dans le but d'échanger plus librement les composantes en tant que collectivité, sans avoir à toujours mettre sur pied des systèmes personnalisés. Nous commençons à former les fournisseurs et les équipes, afin de leur apprendre à créer, déployer et gérer selon ces paramètres. On habilite ainsi la collectivité à prendre soin de ces solutions. <p>Tracy Wood remercie Dan Cooper et le Groupe de travail sur les technologies en nuage pour leur présentation et leur travail continu.</p>	
4.	<p><u>Tour de table pour l'échange de renseignements</u></p> <p>Les administrations présentent un résumé de leurs principales priorités et activités dans leur administration respective. Les membres peuvent consulter les documents d'échange de renseignements sur les administrations fournis dans le cartable de la réunion à titre d'information (ONGLETS 5A À 5N).</p> <p><i>Veuillez prendre note qu'en raison de la nature délicate de cette discussion, seules les mesures de suivi découlant du tour de table sur l'échange de renseignements entre les administrations sont incluses dans le compte rendu des décisions.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Nouvelle-Écosse</u> • <u>Territoires du Nord-Ouest</u> • <u>ASIM</u> • <u>Colombie-Britannique</u> • <u>Île-du-Prince-Édouard</u> • <u>Terre-Neuve-et-Labrador</u> • <u>Nouveau-Brunswick</u> • <u>Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada</u> • <u>Québec</u> 	<p><u>Suivi n° 3 :</u> Olivia Neal offre des billets pour la conférence FWD50 qui se tiendra à Ottawa du 5 au 7 novembre. Détails à venir.</p> <p><i>Remarque : Un courriel renfermant les renseignements sur la conférence FWD50 a été envoyé aux membres du CDPISP au nom d'Olivia Neal le 3 octobre.</i></p>

	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Ontario</u> • <u>Yukon</u> • <u>Manitoba</u> <p><u>Mesures de suivi découlant des discussions et sujets d'intérêts cernés pour les prochaines téléconférences ou réunions du CDPISP :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Olivia Neal offre de partager des renseignements au sujet de la conférence FWD50 qui se tiendra à Ottawa du 5 au 7 novembre 2019. Le SCT offre des billets aux membres afin qu'ils puissent y participer. Les détails seront transmis par courriel. • Obtenir des renseignements sur le fournisseur attitré du nuage, y compris de l'information sur les outils mis à la disposition des développeurs et des spécialistes en infrastructure sans avoir à obtenir chaque élément du parcours. Les leçons apprises sur ce type de fournisseur attitré du nuage, y compris ce que les administrations en pensent et ce qu'il faut faire dans le cadre de la mise en œuvre (<i>suggéré par l'Ontario</i>). • Leçons apprises au sujet de la gestion des talents et de la classification des emplois au bon niveau. Leçons apprises au sujet des services partagés (<i>suggéré par Terre-Neuve-et-Labrador</i>). 	
5.	<p>Rapport du trésorier du CDPISP (ONGLETS 6A À 6Dii)</p> <p>Bonnie Schmidt, trésorière du CDPISP (par téléphone) et Dan Batista, directeur général de l'ISAC, font le point sur la situation financière actuelle du CDPISP. Dan mentionne que, selon le dernier état financier du 31 juillet 2019, le CDPISP se porte bien sur le plan financier.</p> <p>Dan indique que le gouvernement de l'Ontario a cessé, en 2010, de fournir son appui non financier (qui représente des coûts d'hébergement, de la TI et de télécommunications évalués à 121 000 \$, dorénavant imputables au budget de fonctionnement de l'ISAC). Sans ces 121 000 \$, l'ISAC ne peut pas fournir ses services de soutien aux Conseils. En 2010, le CDPISP a accepté de couvrir sa partie du déficit, en puisant 60 000 \$ dans ses réserves par année. Le CPSSP, quant à lui, a préféré couvrir sa partie en rajustant les cotisations de ses membres. Depuis 2010, l'ISAC fait de son mieux pour gérer l'augmentation des coûts associés à l'hébergement, la TI et les télécommunications et continue de réaliser ses activités dans les limites de son budget. Le CDPISP continue de puiser dans ses réserves pour combler le déficit, ce qui signifie que ses réserves n'augmentent que de 33 535 \$ par année.</p> <p>Dan Batista discute de plusieurs options proposées par la trésorière du CDPISP. Il note que la trésorière recommande de choisir l'option n° 3, afin que le CDPISP puisse maintenir des fonds de réserve dans une quantité suffisante pour financer les projets et les initiatives à venir. En l'occurrence, on demande au CDPISP d'étudier la possibilité de rajuster les taux de cotisation en fonction d'une approche progressive. On viserait donc une augmentation de 15 000 \$ par année, sur une période de quatre ans, en vue de compenser ces 60 000 \$ et éviter de vider les réserves.</p>	<p><u>Suivi n° 4 :</u> Le Secrétariat doit organiser une réunion des membres du CDPISP, en vue d'examiner les finances du CDPISP et d'en discuter.</p> <p><i>Remarque : Après la réunion, le coprésident fédéral du CDPISP a convoqué une réunion entre les coprésidents du CDPISP, la trésorière du CDPISP et les représentants de l'ISAC, afin d'examiner ensemble les états financiers avant d'organiser une téléconférence avec le reste des membres. Cette réunion est prévue pour le 17 octobre 2019.</i></p>

	Tracy Wood suggère aux membres d'examiner les rapports financiers déposés dans le cartable et propose d'organiser une réunion pour les alentours de la semaine prochaine, afin de discuter davantage de cette question et d'arriver à une décision.	
6.	<p>Questions diverses</p> <p>A) Olivia Neal indique qu'à la suite des discussions des Conseils mixtes du 25 septembre portant sur l'orientation stratégique des Conseils à l'avenir, on a demandé au CDPISP de discuter de la recommandation de transférer le Groupe de travail sur les services aux entreprises et le Groupe de travail sur l'intelligence axée sur les données du CPSSP aux Conseils mixtes. En d'autres mots, le Groupe de travail sur les services aux entreprises et le Groupe de travail sur l'intelligence axée sur les données auraient à rendre compte aux Conseils mixtes, au lieu d'avoir à rendre compte uniquement au CPSSP.</p> <p>Olivia Neal suggère de reporter cette question à un autre ordre du jour aux fins de discussion. Elle suggère également à l'ISAC de fournir aux membres du CDPISP la liste de tous les groupes de travail des Conseils et de leurs structures hiérarchiques, afin de donner du contexte à cette discussion.</p> <p>B) Mesures de suivi de la réunion précédente du CDPISP – Aucune discussion sur ce point.</p> <p>C) Ordre du jour de la prochaine réunion du CDPISP – Aucune discussion sur ce point.</p> <p>D) Mise à jour des rapports des groupes de travail du CDPISP – Les rapports des groupes de travail ont été ajoutés au cartable pour information seulement. Aucune discussion sur les rapports.</p> <p>E) Prochaine réunion en personne du CDPISP : Du 25 au 27 février 2020 à Toronto (Ontario).</p> <p>F) Les prochaines téléconférences du CDPISP sont prévues pour le mercredi 13 novembre 2019 et le vendredi 17 janvier 2020.</p> <p>Tracy Wood remercie Sandra Cascadden, représentante de la Nouvelle-Écosse, pour son leadership et son soutien en tant que coprésidente provinciale du CDPISP.</p>	<p>Suivi n° 5 : L'ISAC doit ajouter à l'un des prochains ordres du jour du CDPISP une discussion sur les groupes de travail des Conseils et la recommandation visant le transfert du Groupe de travail sur les services aux entreprises et du Groupe de travail sur l'intelligence axée sur les données du CPSSP aux Conseils mixtes. L'ISAC doit fournir une liste de tous les groupes de travail des Conseils et de leurs structures hiérarchiques, afin de donner le contexte sur cette discussion.</p>
	<i>La réunion du CDPISP est levée à 12 h 15 heure avancée du Centre.</i>	
	<p>SÉANCE CONJOINTE : CONSEILS MIXTES (CDPISP ET CPSSP) ET CONSEIL STRATÉGIQUE DES DPI (DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION)</p>	
7.	<p><u>Séances conjointes des conseils mixtes (CPSSP et CDPISP) et du Conseil stratégique du DPI</u></p> <p>Mot de bienvenue et présentations</p>	<p><u>Suivi n° 6</u> On encourage une discussion plus poussée entre les conseils mixtes et le Conseil stratégique des DPI sur l'IO le partage de données. Les coprésidents des conseils mixtes</p>

<p>Olivia Neal, coprésidente du CDPISP, présente des renseignements généraux sur le mandat et la composition du CDPISP et du CPSSP. Elle souligne que, bien que le gouvernement fédéral soit en mode préélectoral et que les membres fédéraux ne soient peut-être pas en mesure de participer ou de s'engager à une activité particulière, il y a de la place pour une discussion entre les membres des conseils mixtes et du Conseil stratégique des DPI sur la façon dont nous pouvons collaborer dans les domaines de l'Internet des objets (IO) responsable et du partage des données responsable.</p> <p>Keith Jansa, directeur général du Conseil stratégique des DPI, mentionne que le Conseil stratégique des DPI est un forum national qui réunit les secteurs public et privé, lorsqu'il s'agit de traiter de questions numériques, en réunissant des DPI aux vues similaires et avant-gardistes afin de fournir une orientation mieux coordonnée et stratégique qui éclaire la conception des technologies, accélère la technologie et offre un meilleur service aux clients. Ce forum vise à transformer l'écosystème numérique, à créer et à concevoir des normes qui suivent le rythme de l'innovation à la suite de processus agiles, à fournir des analyses comparatives internationales vers une collaboration ouverte et transparente et à déployer des décisions responsables.</p> <p><u>Internet des objets responsable</u></p> <p>Conférenciers du groupe d'experts</p> <p>Keith Jansa, directeur exécutif, Conseil stratégique des DPI (modérateur). Mike Monteith, président-directeur général de ThoughtWire. Andy Best, directeur général, Open City Network. Shelley Fraser, directrice, Marketing, Communications et Engagement communautaire, Lixar. Lawrence Eta, DPI, Ville de Toronto. Kurtis McBride, président-directeur général, Miovision. Jean-Noé Landry, directeur général de Nord Ouvert.</p> <p>Questions importantes aux fins de discussion</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Quel est le plus grand défi de l'IO à l'heure actuelle? Comment le relever? 2. À quoi font face les DPI et les responsables de la prestation de services en ce qui concerne l'introduction de nouvelles technologies comme la 5G, les registres distribués, l'IdO et l'intelligence artificielle (IA)? 3. Quelles seront les incidences de ces technologies et comment seront-elles utilisées pour améliorer la prestation des services? Y a-t-il des exemples? <p>Discussion</p> <ul style="list-style-type: none"> • La valeur inhérente des données qui ont habituellement été piégées dans la boîte métallique a commencé à être normalisée et est maintenant disponible. Comment pouvons-nous la récolter et l'utiliser commercialement dans d'autres applications. Les municipalités devraient saisir une partie de cette valeur. L'information a de la valeur, la plupart des entreprises dans le monde sont des entreprises liées à l'information. Avant de la donner, elles devraient penser aux données. 	<p>donneront des conseils sur les prochaines étapes.</p>
---	--

<ul style="list-style-type: none"> • Ce que les gens pourraient utiliser avec l'aide de l'IO est une conversation de plus haut niveau qui devrait avoir lieu. On perd des affaires lorsque les gens se concentrent uniquement sur la technologie. Il est très difficile de transférer des données dans différentes compétences. • Les normes ouvertes aideront le consommateur d'IdO à déterminer quels en sont les avantages. Il faut établir des normes et les mettre à jour. Quels sont les avantages des normes et des protocoles? • Il doit y avoir une conversation à l'échelle nationale. Dans quelques années, des milliards d'appareils seront connectés. Il n'existe aucune industrie, municipalité ou province qui peut y arriver seule. Cela va toucher tout le monde. Il y a beaucoup de changements. Les pirates informatiques ne dorment jamais. Il faut être à la table pour parler d'innovation et de protection en ce qui a trait à la conformité, à la coordination et au consentement de tous. • Il y a beaucoup de chevauchements entre les ordres de gouvernement provincial et fédéral. Il faut faire confiance aux institutions démocratiques. Au niveau municipal, il y a plus de risques; cela se produit dans la politique publique et le vide réglementaire et il y a un énorme déséquilibre entre les joueurs. Les petites villes font face à d'énormes multinationales, elles luttent pour financer la modernisation et elles ont des budgets déséquilibrés. Elles ont une idée du déficit de l'infrastructure physique, mais elles n'ont pas les données sur le remplacement des actifs. Il faut protéger la valeur et l'utilisation des données publiques au moyen d'une solide politique publique. Nous allons insérer une couche non gouvernable dans l'exploitation de la ville. Nous devons construire et maintenir les aspects des villes intelligentes, d'un point de vue public et privé et avec les acteurs des organisations non gouvernementales, pour former une coalition et collaborer en vue de nous attaquer au problème. L'approche actuelle n'a aucun protocole systématique et comporte un fondement de politique publique. Le secteur public ne peut pas compter sur lui-même et le secteur privé non plus. C'est pourquoi nous encourageons la formation d'une coalition. • Nous devons élaborer un ensemble de valeurs pour l'ouverture des villes intelligentes ancrées dans une perspective de principes éthiques du point de vue de l'ouverture et de la responsabilisation et nous devons fournir un renforcement des capacités gratuit aux collectivités. Utiliser une approche de laboratoire de recherche appliquée pour régler les problèmes auxquels elles sont confrontées aujourd'hui. Comme elles effectuent le travail à partir de la recherche, il est difficile de comparer les différents modèles de gouvernance des données pour informer les principaux décideurs et éclairer les processus. Il y a un manque de réglementation. Au moment de concevoir la méthodologie, la composante de l'interopérabilité est liée aux différents ordres de gouvernement. Harmoniser les normes en termes de langue avec une compréhension approfondie des systèmes et des normes de soins pour nous permettre d'examiner ces éléments. Mettre l'accent sur les gains d'efficacité et sur ce que la technologie pourrait faire en matière de déploiement. Il y a des défis à relever pour différents types de personnes qui ont des façons différentes de comprendre les choses. Recommander la participation des politiciens à cette discussion et la façon d'informer les différents niveaux. • Dans le secteur privé, il y a des incitatifs financiers pour assurer la sécurité des données. Dans le secteur public, surtout dans les municipalités, on traite une énorme quantité de données. De plus, l'IO augmente la quantité de données, et les municipalités n'ont pas les incitatifs ni les ressources pour sécuriser ces données. À qui revient 	
--	--

la responsabilité de veiller à ce que les municipalités obtiennent les données de façon appropriée au moyen de budgets modestes?

- Si vous passez du temps à faire une évaluation de la protection des renseignements personnels, vous serez sensibilisé et informé au sujet de la protection des renseignements personnels. La Ville de Toronto a quatre grands principes directeurs. Le secteur privé doit aider les municipalités à recueillir des données. La Stratégie consiste à faire en sorte que les données ne soient pas dissociées, mais en un seul endroit afin de pouvoir les protéger. Travailler sur une plateforme commune où il y a plus d'interrelations et de collaboration entre les secteurs public et privé. C'est une question de transformation et d'accélération rapide.
- Il y a un énorme manque de ressources et nous devons protéger ce qui nous appartient et essayer d'accomplir plus de tâches collectivement que nous ne pourrions le faire individuellement. Le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires ainsi que les municipalités ont l'occasion de prendre l'initiative et de transformer la stratégie en normes et de collaborer. Les normes aident à fournir une orientation stratégique et nous verrons des changements dans le monde des consommateurs. L'approvisionnement et les normes vont de pair.
- Les responsables de l'approvisionnement ne sont pas des architectes et ne sont pas axés sur les solutions; ils se concentrent sur le processus et ne prennent pas de décision sur la solution. Nous avons une capacité numérique et nous en avons besoin à grande échelle. Encourager le soutien fédéral, provincial, territorial et municipal. Indiquez au secteur privé le problème que vous essayez de régler et il trouvera une solution.

Questions

- Guy Gordon demande au groupe d'experts de donner des précisions sur les normes, sur ce qui se passe dans le domaine de l'IO et sur ce qui s'en vient. Nous aspirons tous à des normes nationales.

Keith Jansa répond que les spécifications normalisées sont un ensemble de règles pour les produits qui doivent être respectées. Le processus est essentiel et la façon dont les normes sont respectées est importante. La mise en garde, c'est qu'ils ont créé un processus de consensus souple dans la conception des normes. Le Conseil stratégique des DPI a été accrédité par le Conseil canadien des normes et il peut élaborer des normes pour le pays. On a une norme crédible et réalisable à intégrer dans les règlements. Le cycle de la réglementation est long et nous devons l'adapter au rythme de l'innovation. Il y a une lacune fondamentale dans la façon dont nous informons ce processus. Il faut avoir ce genre de dialogue pour influencer le marché. Il faut que les membres des secteurs public et privé aient les connaissances collectives nécessaires pour résoudre tous ces problèmes. Il est difficile d'atteindre un seuil d'acceptabilité pour les utilisateurs et les adopteurs. Dans certains cas, le consensus est une bonne chose, mais pas toujours; les moteurs de l'adoption sont essentiels et ils exigent une réflexion et une compréhension de l'écosystème. Qui va maintenir les normes? Il s'agit d'un problème crucial que nous nous efforçons de résoudre.

- Deb Bergey parle de a) concept de mesure – mesure des normes et norme pour influencer le marché. La Ville de Toronto a des normes rigoureuses en matière d'approvisionnement dans sa municipalité. b) les municipalités sont aux prises avec le fait qu'elles ont peu d'influence dans ce marché; souvent, dans le cadre d'une collaboration avec des fournisseurs, il existe des exigences obligatoires en matière de protection de la vie privée,

	<p>mais pour le secteur privé, ce n'est pas un grand marché. Nous ne sommes pas « assez importants ». c) a aimé l'idée d'utiliser des normes pour exercer une influence.</p> <ul style="list-style-type: none"> Natasha Clarke mentionne ce qui suit aux fins de réflexion : la notion de normes et cette collectivité. Quelles possibilités s'offrent aux conseils mixtes d'acquérir une compréhension commune de ce que sont les valeurs communes? La valeur pour le secteur public est le bien public et la confiance. Quelles sont les possibilités pour nous de collaborer pour arriver à la même compréhension? Comment éliminer les normes qui favorisent la croissance de l'économie tout en protégeant la confiance des citoyens et en faisant progresser le travail? Les citoyens n'ont aucune idée des risques. Ils échangent de l'information parce qu'ils ne comprennent pas ce qui pourrait mal tourner. On convient de créer un espace de collaboration. Le gouvernement peut être perçu comme étant tardif, lent et bureaucratique, mais nous sommes là en temps de crise pour le bien public. Nous devons créer un espace de collaboration et de partage de la compréhension en ce qui a trait à la réalisation du produit. Peter Watkins demande comment le Conseil stratégique des DPI envisage d'aborder cette question, compte tenu du niveau de complexité actuel, du rythme auquel nous tentons d'intervenir et de commencer à itérer les normes, plus lentement que le rythme de la technologie. De la façon dont elle progresse, comment avez-vous l'intention de réduire l'écart? Comment pensez-vous que cela pourrait se faire? <p>Keith Jansa répond que les normes jouent un grand rôle, mais que nous ne pouvons pas rédiger des normes pour tout. Il ajoute que l'élaboration de normes de processus est fondée sur le consensus. De nombreuses normes prennent du temps. On a élaboré un ensemble de normes agiles, plus inclusives et plus transparentes. Le type de modèle en place permet une participation efficace. C'est pourquoi leur norme nationale sur l'utilisation éthique de l'IA a été élaborée rapidement et est maintenant publique. Il s'agit d'un modèle agile, établi de façon stratégique et prioritaire, qui favorise la compétitivité mondiale et qui met l'accent sur le bien public à l'échelle nationale et internationale. Il ajoute que la conversation avec le secteur public devrait se poursuivre. Tout est interconnecté et c'est un problème mondial. Nous voulons être des leaders dans cet espace et la confiance et la transparence sont au centre.</p> <p>On encourage une discussion plus poussée entre les conseils mixtes et le Conseil stratégique des DPI sur l'IO responsable. Les coprésidents des conseils mixtes donneront des conseils sur les prochaines étapes.</p>	
	<p><u>Partage des données responsable</u></p> <p>Conférenciers du groupe d'experts</p> <p>Keith Jansa, directeur exécutif, Conseil stratégique des DPI (modérateur). Nandini Jolly, présidente-directrice générale, CryptoMill. Mark Alexiuk, fondateur et directeur des techniques informatiques, Sightline Innovation. Andre Loranger, statisticien en chef adjoint, Statistique Canada. Paul Vallée, président-directeur général, Tehama. Neil Butters, Identité numérique, innovations et nouvelles entreprises, Interac Corporation. Wellington Holbrook, dirigeant principal de la transformation, ATB Financial. Mike Cook, président-directeur général, Identos.</p> <p>Questions importantes aux fins de discussion</p>	

1. Pourquoi le partage de données est-il un impératif économique et une stratégie pour le Canada? Quelles seront les incidences sur la prestation des services et pourquoi? Y a-t-il des exemples?
2. Quels sont les facteurs critiques qui doivent être pris en compte?
3. Quelle est la meilleure façon pour nous de faire progresser le partage des données responsable?

Discussion

- Du point de vue d'un organisme national de la statistique, notre objectif est de transformer l'organisme afin de libérer le pouvoir des données et de le mettre entre les mains des citoyens et de fournir aux Canadiens des idées sur la façon de libérer la valeur stratégique des données. Notre entreprise est fondée sur la fiabilité. Nous prenons ces données et, conformément à la loi, nous respectons et protégeons la vie privée des propriétaires de ces données. Le partage efficace des données répond aux normes en matière de données. Nous avons besoin de partenariats solides et de reddition de comptes et tout cela doit être régi par de solides ententes sur le partage des données. C'est une question de sécurité de l'information et de protection des données. Les cadres juridiques sont très importants.
- La fiabilité nous distingue des autres et nous ne pouvons pas fonctionner sans fiabilité. Nous avons besoin des modèles sans fiabilité lorsqu'il s'agit de protéger les données. Il faut assurer une disponibilité et veiller à ce que ce soit le cas du point de vue de la sécurité de la TI. Il s'agit d'une disponibilité à toute donnée de nature délicate selon votre rôle, assurant un accès immédiat. Protéger les données et les rendre accessibles, être dynamique en ce qui concerne les données de nature délicate.
- Les DPI doivent déterminer que les intervenants fonctionnent selon une relation de confiance lorsqu'ils recueillent des actifs, qu'ils se tournent vers des évaluations de politiques. Une façon d'aider est d'automatiser le processus, d'automatiser la négociation, d'utiliser la chaîne de blocs, de l'exécuter et de la déployer.
- Il y a un chevauchement entre l'identité et c'est ce qui manque dans les outils de gestion de l'identité aujourd'hui. Collaborer avec le gouvernement de l'Alberta pour créer une pièce d'identité simple. Commencer à apprendre grâce à un petit projet-pilote avec ce qu'ils peuvent partager. Les intervenants étaient désireux de participer, ce qui permettait aux gens de contrôler leurs données. Les données sont chiffrées et vous pouvez les partager avec qui vous voulez, quand vous voulez.
- Nous prenons l'utilisation des données très au sérieux. L'identification numérique sera le catalyseur de telles mesures. Elle sera sous-jacente et superposera d'autres capacités. Vous mettrez les citoyens en contrôle de toutes les données, pas seulement de leur situation financière.
- Partage des données dans le contexte des soins de santé : on constate des défis, car les données sur les soins de santé sont stockées à de nombreux endroits, et les soins de santé sont distribués localement. Il y a des points communs : l'amélioration des soins de santé, un modèle mature de garde. Cela dépend beaucoup de l'identité numérique. Les soins de santé sont sensibles; vous devez avoir une bonne gouvernance et vous y conformer. Au cours du futur cycle d'investissement, il faut élaborer de nouvelles technologies partout dans le monde dans

le cadre du processus de recherche. Il existe beaucoup de points communs avec d'autres industries. Nous devons parler de cadres de fiabilité. Nous devons parler d'autorisation et de consentement.

Questions

- Cosanna Preston-Idedia indique qu'elle travaille au dossier de l'identité numérique. Elle demande si la demande que le Conseil stratégique des DPI a reçue pour la création d'une norme sur l'identification numérique était dans le Cadre de fiabilité pancanadien (CPC).

Keith Jansa répond que la demande reçue concerne la façon dont nous gouvernons l'identité numérique à l'interne. Le CPC porte sur les rôles et les responsabilités et sur la façon de créer un écosystème de confiance. Ces travaux complètent et enrichissent le CPC.

- Cosanna Preston-Idedia pose une question au sujet de My Alberta Digital ID. Quelle est la relation entre Service Alberta et le Conseil stratégique des DPI?

Wellington Holbrook répond que la personne crée sa propre identité numérique, grâce à l'écosystème. Elle a accès à My Alberta ID en fonction de la technologie de la chaîne de blocs.

- Neil Butters déclare qu'il est membre du DIACC (Digital ID and Authentication Council of Canada). Le CPC est un cadre où se trouvent les critères de conformité. Nous devons aller plus loin, définir les justificatifs d'identité, leurs utilisations, les données fondées sur la lettre d'entente, les renseignements dont les justificatifs d'identité sont capables d'être partagés et les renseignements qui pourraient être partagés, ainsi que la façon dont cela pourrait être partagé. Si nous n'agissons pas, les parties en profiteront et les données seront partagées sans consentement.
- Il existe une multitude de normes, mais pour la protection des données, il n'y en a pas. Nous devons toujours avoir une longueur d'avance. Il est pertinent d'utiliser les efforts, d'entendre ce qui se dit et d'écouter. Un écosystème des secteurs public et privé permettra de tenir les discussions stratégiques nécessaires pour progresser. Il est impossible de fonctionner si l'on ne partage pas les données à l'échelle nationale et internationale. La collectivité se fait entendre alors que nous élaborons des technologies de pointe, que nous élaborons des lignes directrices et que nous regroupons nos connaissances communes.
- État de notre capacité de partager des données entre nous. La technologie, c'est le gagnant qui prend tout. Google et Facebook ont tous nos profils. Comment pouvons-nous créer un partenariat pour avoir le contrôle et l'accès à nos données Google et Facebook et les alimenter dans les applications, utilitaires pour créer cette occasion entrepreneuriale pour les Canadiens? Nos données nous sont-elles personnelles? Possédons-nous les données de Facebook ou de Google?
- Natasha Clarke déclare que les membres des conseils sont passionnés par le partage des données. Lorsqu'elle retournera chez elle, elle aura probablement une conversation sur les ententes de partage de données entre les ministères. Il y a aussi un impératif économique et politique. Nous avons besoin d'aide pour bâtir cet impératif politique et pour avoir les bonnes conversations avec les bonnes personnes. L'identité numérique, c'est notre capacité de stimuler une meilleure économie, d'investir dans les personnes et de les identifier nous aidera et

	<p>entraînera une énorme récompense. Comment pouvons-nous nous attaquer à cela? Comment pouvons-nous commencer à changer la conversation à ce sujet?</p> <ul style="list-style-type: none"> • On suggère d'inclure des normes rigoureuses en matière de données sur les soins de santé dans la conversation. • Keith Jansa indique que le Conseil stratégique des DPI élabore actuellement deux normes nationales, l'une sur l'accès des tiers aux données et l'autre sur la production numérique des actifs numériques, en s'aventurant dans l'espace de gouvernance des données. • Nous apprenons, par exemple, que les gens contrôlent leurs données, qu'il n'y a pas de normes établies, que les provinces ont des normes, mais qu'il faut des normes claires et des objectifs clairs, qu'il y a beaucoup d'occasions perdues parce que nous n'avons pas de normes rigoureuses. • Natasha Clarke remercie les conférenciers et le Conseil stratégique des DPI pour cette excellente occasion de discuter du partage des données responsable et de la possibilité pour les secteurs public et privé de participer à cette discussion. Nous avons l'occasion d'approfondir la conversation et d'apprendre les uns des autres dans cet espace. Il s'agit d'un espace complexe qui exige des points de vue différents pour aborder les questions complexes. Nous sommes encouragés par la discussion et par l'apprentissage du point de vue du secteur privé afin de progresser et améliorer les services aux citoyens partout au pays. <p>On encourage une discussion plus poussée entre les conseils mixtes et le Conseil stratégique des DPI sur le partage de données responsable. Les coprésidents des conseils mixtes donneront des conseils sur les prochaines étapes.</p>	
	La réunion est levée à 16 h, heure avancée du Centre.	